

## Tony Smith

Professeur de philosophie et de sciences politiques à l'université d'État de l'Iowa (États-Unis). Auteur notamment de *The Logics of Marx's Capital* (State University of New York, Press, 1994)

Pour une théorie marxiste  
de la mondialisation  
Dialectique systémique  
et dialectique historique

### **Les processus de globalisation en cours transforment-ils de manière fondamentale**

les rapports entre les États et les marchés mondialisés ? On trouve dans ce débat, à un pôle, ceux qui soutiennent que la globalisation élargit considérablement les options dont dispose le capital financier et industriel en plaçant les États sous une « camisole électronique » (Friedman, 2000). Les flux internationaux de capital financier sur les marchés monétaires et les marchés boursiers tendraient à s'évader des pays dont les gouvernements maintiennent des déficits budgétaires élevées ou des politiques fiscales pénalisantes. La globalisation accroîtrait également la capacité du capital industriel d'étendre son processus productif au-delà des frontières par le biais de l'investissement direct et de la sous-traitance. Ces défenseurs de ce que nous pouvons définir comme la « thèse de l'hyperglobalisation » soutiennent que ces possibilités nouvelles offertes au capital réduisent d'autant l'efficacité de certaines interventions étatiques. À l'époque de la circulation globalisée du capital, il serait de moins en moins possible pour l'État de stimuler la demande et de défendre le plein emploi en recourant au déficit, ou de maintenir les protections de l'État social. Les néo-libéraux prétendent en effet que la dialectique historique du capitalisme est entrée dans une ère nouvelle, caractérisée par un déplacement qualitatif du pouvoir des États vers les marchés globalisés. Ils applaudissent ces développements sous prétexte qu'ils mettraient fin aux distorsions liées à l'intervention étatique dans l'économie (Wriston, 1992).

À l'autre extrême du spectre, nous trouvons ceux qui nient que les capacités de l'État soient érodées significativement par la globalisation. Ils soulignent

que le trait le plus significatif de ce processus, c'est qu'il s'agirait toujours d'un projet étatique soutenu par les banques centrales, les ministères du Budget, et autres secteurs de l'appareil d'État. Ces institutions étatiques, représentant les intérêts du capital financier et du capital industriel multinational, auraient modifié le rapport de force entre capital et travail salarié par une politique systématique de dérégulation, de privatisation, et de libéralisation des marchés. Le concept de « globalisation » lui-même constituerait une arme idéologique puissante destinée à convaincre l'opinion publique que le développement économique et technologique a éliminé toute alternative au néo-libéralisme. Mais ce ne serait pas le terme adéquat pour décrire la situation dans laquelle l'État se trouve désormais vis-à-vis des marchés, qui n'est en rien celle de l'impuissance. Bref, la « globalisation » serait une globaliverne (« globaloney »). S'il existait la moindre volonté de définir une alternative progressiste de plein emploi et de réduction des inégalités, ce programme pourrait en principe être parfaitement appliqué.

Une perspective marxienne ajustée à la dialectique historique de la globalisation doit certes s'inspirer de la théorie systémique de Marx. Mais la globalisation comporte des déterminations qui ne sont pas présentes dans *Le Capital*. Marx avait envisagé de conclure sa dialectique systémique du capital par trois livres sur l'État, le commerce international et le marché mondial. Il a ensuite renoncé à cette idée et il serait ridicule de prétendre compléter ici sa théorie. Il est cependant nécessaire de réintroduire un aperçu sur ces formes sociales absentes de l'édition en trois livres du *Capital*.

### Vers une approche marxiste de la globalisation

La dialectique systémique a le grand avantage de fournir une méthode permettant d'articuler des perspectives unilatérales apparemment inconsistantes, dont chacune aborde un élément de l'histoire dans son ensemble. Que Marx ait souligné que les livres consacrés à l'État, au commerce international et au marché mondial étaient indispensables pour compléter son projet systématique, est lourd de signification ; il y a une *double nécessité* pour le capital : opérer à l'intérieur d'un territoire administré par un État d'une part ; étendre d'autre part le commerce, l'investissement, et les flux de capitaux au-delà de ces limites territoriales. Cette *double tendance* existe toujours et partout où la forme capital est à l'œuvre. Elle conduit à rejeter les formulations extrêmes, tant la thèse de l'hyperglobalisation que celle de la globaliverne.

Dans l'économie globale, le rôle de l'État est à la fois de plus en plus important et de plus en plus insignifiant. De plus en plus important en ce sens que ses tâches dérivées d'une dialectique systémique sont plus que jamais nécessaires. De plus en plus insignifiant, dans la mesure où la loi de la valeur s'exer-

çant au niveau systémique du marché mondial agit de manière plus contraignante sur les États et les économies nationales qui lui sont subordonnés. Toute analyse historique sérieuse doit donc partir de cette double dynamique. Une théorie marxiste de l'État doit étudier la façon dont il garantit l'accumulation historique du capital. Son rôle inclut : a) la défense des droits de propriété ; b) la régulation monétaire ; c) la gestion des crises ; d) l'entretien des infrastructures, le soutien à la Recherche & Développement, la formation, et autres biens publics ; e) la garantie de l'accès aux matières premières, aux marchés, etc. La globalisation entame à peine ces fonctions.

Les formes principales de la globalisation économique (l'investissement direct à l'étranger – IDE –, le commerce international, la circulation du capital financier) requièrent au contraire une garantie des droits de propriété qui demeure de la responsabilité des États. Les IDE ne se développent que si ces derniers assurent la protection relevant de leur jurisprudence aux détenteurs d'investissements étrangers. En ce qui concerne le commerce, dans un monde marqué par une innovation technologique accélérée, les droits de propriété intellectuelle deviennent une affaire d'importance cruciale. Au royaume du capital financier, l'État garde la prérogative de décréter quels contrats sont valides et quels ne le sont plus, et ce pouvoir peut déterminer les transactions qui sont encouragées dans l'économie globale et celles qui ne le sont pas (Strange, 1998). La globalisation de l'activité économique dépend donc dans une large mesure de la capacité des États à définir et à défendre les droits de propriété et d'échange.

La monnaie a toujours été le talon d'Achille du rêve néo-libéral d'un libre marché autosuffisant (Reuten et Williams, 1989). La reproduction des marchés capitalistes exige une activité spécifique concernant la monnaie. La même question se pose pour l'économie globalisée. Les néo-libéraux eux-mêmes reconnaissent que la reproduction satisfaisante de l'économie globale dans la durée exige des décisions monétaires appropriées de la part des États et des banques centrales. Bien sûr, la définition de ces décisions est matière à de grandes controverses. Mais il ne fait aucun doute que, lorsqu'une crise éclate, les gouvernements doivent assumer la responsabilité très spécifique de « restaurer la confiance des investisseurs ». En l'absence d'une autorité monétaire internationale habilitée à émettre une monnaie de crédit, la responsabilité d'augmenter les liquidités dans l'économie globale incombe aux gouvernements nationaux. L'État conserve également la capacité d'intervenir pour empêcher que les pertes de particuliers ne menacent les marchés dans leur ensemble, ainsi que le suggère l'organisation par Alan Greenspan de la Gestion à long terme du capital. Les investisseurs continuent même de demander à l'État de socialiser les coûts des restructurations, autrement dit de les transfé-

rer sur le dos des salariés, des employés, des retraités, etc. L'un des mécanismes de cette « socialisation » est la prise en charge par l'État des dettes privées, ainsi que l'ont fait récemment les gouvernements japonais et coréen.

La proportion dans laquelle certaines régions bénéficient de l'économie globalisée dépend dans une large mesure de leurs gouvernements. Ils contribuent à créer les conditions de réussites régionales grâce au soutien à l'éducation et à la formation, au financement des infrastructures et de la recherche, à la constitution d'un réseau formel et informel des élites, aux partenariats entre gouvernement entreprises sur des projets de développement régional, etc. (Kantor, 1995). Dans l'économie globalisée, l'accès aux sources de matières premières, à la force de travail étrangère, aux technologies et aux marchés étrangers, aux capitaux étrangers, exige en permanence des négociations inter-étatiques. Il faut aussi des interventions militaires ou, du moins, des menaces crédibles d'intervention (Chomsky, 1996). Ici aussi, il n'y a pas le moindre signe que la globalisation de l'activité économique entraînerait automatiquement une obsolescence de l'État. Bien au contraire. Les efforts déployés par les détenteurs du pouvoir économique pour influencer légalement, quasi-légalement ou extra-légalement, les politiques d'État apparaissent plutôt en augmentation. La conclusion est claire. Certains types de fonctions étatiques, et même certains types d'États, peuvent être désavantagés par la globalisation. Mais la nécessité systémique de l'État n'est pas caduque pour autant.

L'étape actuelle du développement historique ne contredit pas davantage l'affirmation selon laquelle la loi de la valeur joue de plus en plus au niveau du marché mondial, s'imposant avec plus de force aux États particuliers. Il s'agit, me semble-t-il, de la thèse centrale de la dialectique systémique des formes sociales dans la pensée marxiste. La raison pour laquelle Marx entendait placer les catégories de « commerce international » et de « marché mondial » au sommet de son développement théorique est clairement exposée dans le passage suivant des *Théories sur la plus-value* :

« Si le surtravail ou la survaleur étaient représentés seulement dans le surproduit national, alors l'accroissement de valeur et par conséquent l'extraction de surtravail seraient limités par le cercle étroit des valeurs d'usage dans lequel la valeur du travail serait représentée à l'échelle nationale [...] Mais c'est seulement le commerce international, le développement du marché en tant que marché mondial, qui permet à la monnaie de se développer en monnaie mondiale et au travail abstrait de se développer en travail social. La richesse abstraite, la valeur, la monnaie, et par conséquent le travail abstrait, se développe dans la mesure où le travail concret devient une totalité de différents modes de travail à l'échelle du marché mondial. La production capitaliste repose sur la valeur ou sur la transformation du travail incorporé dans le

produit sous forme de travail social. Mais cela n'est possible que sur la base du commerce international et du marché mondial. C'est à la fois la pré-condition et la conséquence de la production capitaliste. »

Avec le commerce international et le marché mondial, les déterminations initiales du développement logique de Marx sont enfin fondées de manière adéquate. Le cercle est bouclé; les présuppositions, justifiées; ce qui était implicite, explicité. Les conditions finales nécessaires à la reproduction systémique du capital dans le temps sont déployées. Cela implique une tendance structurelle nécessaire du cycle du capital à s'étendre au-delà de toute limite géographique contraignante. Le passage ci-dessus parle principalement du commerce trans-frontières impulsé par le capital commercial. Mais d'autres implications peuvent en être déduites. Dans le livre 1, Marx analyse les tendances à la concentration et à la centralisation du capital. Elles impliquent la tendance à l'expansion du capital au-delà des limites territoriales inhérentes à la forme étatique. Le commerce extérieur n'est qu'un exemple de cette tendance organique à transgresser ces limites. L'investissement direct à l'étranger, les fusions et acquisitions, l'internationalisation du procès de production sont autant de tendances du capital industriel inhérentes à la forme sociale du marché mondial. De même, les flux de capital financier, qu'ils opèrent à l'intérieur des circuits monétaires ou des marchés financiers, tendent nécessairement à dépasser les limites territoriales étatiques (Held et al. 1999). Bien sûr, aucune de ces tendances systémiques ne suffit à déterminer la tendance qui domine concrètement chaque époque historique du capitalisme. Certaines ne sont même pas perceptibles avant que le capital ait atteint un niveau suffisant de concentration et de centralisation.

Les éléments systémiques nécessaires, associés aux formes sociales de l'État et du marché mondial, demeurent donc en place au stade historique actuel du capitalisme. Ce constat est essentiel pour notre approche de la dialectique historique de la globalisation. Le capital a besoin de l'État : c'est une raison suffisante pour rejeter les théories qui négligent l'importance maintenue de la forme étatique. Mais il faut aussi prendre en compte la tendance du marché mondial à subsumer les États particuliers sous sa propre logique. C'est une bonne raison pour rejeter les perspectives qui prétendent ignorer que les capacités de l'État sont bel et bien érodées par le marché mondial. Il y a simultanément une tendance systémique de l'État à s'élever au-dessus du marché et une tendance systémique du marché mondial à s'élever au-dessus de l'État. Ces deux tendances agissent en même temps. Les tenants de l'hyperglobalisation, qui parlent d'une érosion fondamentale des fonctions de l'État, et ceux qui prétendent que son pouvoir demeure intact, soutiennent des points de vue également unilatéraux, et par conséquent erronés.

Malheureusement, ce verdict ne nous mène pas très loin. Car la plupart des néo-libéraux reconnaissent la nécessité systémique de la forme étatique, et bien peu s'aventurent à proclamer la mort de l'État. Ils affirment cependant que, dans le contexte historique actuel, les marchés globalisés affaiblissent le pouvoir d'État de manière irréversible. De même, la plupart des défenseurs de la « globaliverne » reconnaissent la contrainte systémique du marché mondial, en insistant sur le fait que des politiques progressistes au niveau des États pourraient être efficacement appliquées. En d'autres termes, la plupart des partisans de chacune des deux perspectives reconnaissent que les tendances soulignées par l'autre position sont à l'œuvre, tout en affirmant qu'elles sont dominées par la tendance qu'eux-mêmes privilégient.

Selon la dialectique systémique, différents jeux de tendances peuvent opérer différemment en même temps, et il est certainement possible que dans un contexte historique déterminé, un faisceau de tendances l'emporte sur l'autre. Parvenus à ce point, il peut sembler que la dialectique systémique n'ait rien de plus à apporter aux débats concernant la dialectique historique de la globalisation. Ses ressources ne sont pourtant pas épuisées.

### **Dialectique systémique et dialectique historique**

Dans les développements du livre III du *Capital* sur le taux de profit, Marx ne se contente pas de présenter deux faisceaux de tendances agissant dans des directions opposées, chacun d'entre eux avec une égale prétention à la validité systémique. Il en déduit la nécessité d'une méta-tendance : un modèle cyclique dans lequel les périodes déterminées par la chute tendancielle du taux de profit tendent à alterner avec les périodes où les contre-tendances (« les contradictions internes de la loi ») prennent le dessus. Il déduit ainsi des considérations systémiques le cadre de compréhension de la dialectique historique du capital. Une approche similaire peut-elle s'appliquer aux relations entre l'État et le marché mondial ?

Lorsque deux tendances déterminées par des nécessités systémiques équivalentes sont telles que les conditions nécessaires à la domination maintenue de l'une accroissent nécessairement la probabilité pour la seconde de prendre le dessus, apparaît inévitablement un modèle d'alternance. Il semble bien que ce soit ici le cas. D'une part, plus l'État remplit effectivement les fonctions nécessaires à l'accumulation du capital, plus les entreprises capitalistes tendent à se développer, et plus elles tendent à s'intégrer à des circuits trans-frontières de flux financiers. L'extension et l'intensification de ces flux sapent les mécanismes de l'État dont l'efficacité a nourri cette extension et cette intensification. Tout dispositif étatique particulier s'inscrit par conséquent dans un horizon limité, fragile par nature, et pratiquement réversible, quels que soient ses suc-

cès à une échelle de temps et d'espace déterminée. D'autre part, plus les tendances inhérentes à la forme sociale du marché mondial s'imposent, plus les économies nationales et le procès d'accumulation du capital subissent des perturbations. Au-delà d'un certain seuil, ces turbulences génèrent la recherche de nouvelles interventions étatiques susceptibles de créer les conditions de relance de l'accumulation.

Il y a donc bien un parallèle avec le mouvement des tendances et des contre-tendances régissant le taux de profit. Ici aussi le résultat nécessaire d'un faisceau de tendances dominant dans un contexte donné pousse au changement dans le sens d'une période où les tendances contraires s'imposeront. Si l'on accepte cette logique, on peut en conclure à titre prospectif que les périodes dans lesquelles l'État affirme sa souveraineté effective tendent à alterner avec des périodes dans lesquelles la souveraineté étatique est plus directement subordonnée aux impératifs du marché mondial. Je me contenterai de signaler quelques illustrations possibles de cette hypothèse de travail.

Nous en trouvons un premier exemple dans l'étude magistrale d'Arrighi (Arrighi, 1994) sur la montée et le déclin des puissances économiques dans l'économie mondiale tout au long de l'histoire du capitalisme<sup>1</sup>. Alors que chaque cas étudié implique une masse de facteurs historiques contingents, un modèle général finit néanmoins par émerger. L'expansion rapide d'un pouvoir hégémonique commence par des dépenses excédant de beaucoup ce que pourrait justifier un calcul étroit des profits et des pertes escomptés. Le prestige de l'État et la stratégie militaire (la « logique territoriale ») stimulent l'investissement d'infrastructure, de recherche et développement, bien au-delà de ce que justifierait la stricte logique du capital. Les régions hégémoniques dans l'histoire du capital obtiennent ainsi leur statut et le défendent grâce à l'exercice effectif des fonctions étatiques. Le déclin de ces puissances révèle également un modèle commun : lorsque les espérances de profit commencent à chuter dans des régions données, le capital émigre de plus en plus vers d'autres lieux, à la recherche de surprofits, contribuant en retour à miner la position hégémonique de l'État d'origine.

Le même schéma s'applique à l'interprétation du xx<sup>e</sup> siècle. Au début du siècle, les tendances liées au marché mondial sont dominantes. Dans une certaine mesure, la « globalisation » dépasse même le niveau actuellement atteint (Hirst et Thompson, 1996). Cette période s'achève avec les crises financières et la grande dépression des années 20 et 30. Une longue période commence alors, dans laquelle les tendances liées à l'affirmation des souverainetés étatiques l'emportent sur les tendances impériales, avec notamment les dévaluations compétitives gérées par les États, les mesures protectionnistes, et le réarmement. À l'issue de la Deuxième Guerre mondiale, l'État keynésien impose

ses programmes sociaux et ses régulations monétaires. L'apparition des « États du développement » (au Japon, et ultérieurement avec les quatre tigres et les quatre dragons asiatiques) accompagne cette évolution (Wade, 1990). Mais le succès même des politiques keynésiennes à l'Ouest et de l'activisme étatique en Asie sème les germes de leur déclin. Ces deux formes étatiques finissent par nourrir des firmes industrielles et financières multinationales qui échappent de façon croissante aux régulations étatiques. En termes marxistes, toutes deux alimentent des entreprises capitalistes qui développent leur insertion dans les circuits globalisés du capital en vue de s'approprier la plus-value générée à l'extérieur des frontières nationales. Les firmes dominantes dans les secteurs financiers et industriels exercent alors une pression croissante sur les États afin d'obtenir davantage de « liberté » pour leurs capitaux. Les dernières décennies du siècle peuvent ainsi être comprises comme un retour à une période où les tendances associées au marché mondial prennent à nouveau le dessus. Une fois de plus, la domination des marchés globaux conduit alors à des crises financières sévères et récurrentes. Dans un proche avenir, la gravité de ces crises peut provoquer un mouvement pendulaire inverse, dans le sens d'une réaffirmation des souverainetés étatiques. Bien sûr, rien ne permet d'affirmer que cela se produira. L'histoire reste le domaine de la contingence et des agencements sociaux. Mais les réponses aux crises financières en Asie manifestent déjà certaines tendances dans cette direction. Des réponses du même type sont à prévoir lorsque des crises comparables éclateront aux États-Unis ou en Europe.

Un schéma d'alternance analogue apparaît également dans les régions les plus mal loties de l'économie globalisée. Plusieurs zones de ce qu'on appelle le Sud ont fait leur entrée dans le xx<sup>e</sup> siècle subordonnées aux impératifs économiques des États colonisateurs. La décolonisation a permis l'affirmation d'indépendances étatiques et l'amorce de politiques d'industrialisation. Cette industrialisation dépendait largement d'emprunts auprès des économies dominantes. L'endettement a imposé à ces pays des programmes d'ajustement qui ont aggravé l'insertion de leurs économies dans les marchés mondiaux et dans la division internationale du travail, réduisant considérablement la marge de manœuvre des États concernés. Les idéologues et les politiciens néo-libéraux eux-mêmes admettent désormais que cette érosion des fonctions étatiques est allée trop loin.

États et marché mondial, marché mondial et États : la dialectique historique du capital est un tourniquet dans lequel nationalistes et globalistes promettent à tour de rôle une forme de capitalisme équitable et humain qui s'avère pourtant de plus en plus illusoire. Dans le mode de production capitaliste, toute métatendance alternative tend nécessairement à s'inscrire dans un mouvement

sans cesse élargi de l'accumulation. Le débat sur la dialectique historique de la globalisation apparaît ainsi imbriqué dans celui sur sa dialectique systémique. Comment la dynamique historique de la globalisation s'inscrit-elle dans la logique sans cesse élargie de l'accumulation du capital ? Une analyse d'inspiration marxiste doit s'appuyer sur des tendances dont la nécessité procède du marché mondial. Elle intègre alors les tendances au développement inégal, aux crises de suraccumulation, et aux crises financières. Les théoriciens marxistes sont largement d'accord sur le fait que certains mécanismes du marché mondial permettent aux capitaux du « Centre » de développer et de reproduire leurs avantages au détriment des régions « périphériques ». Un bref rappel de certains mécanismes suffira ici.

Par définition, les fonds d'investissement proviennent dans une très large mesure des régions les plus riches. Ils tendent à émigrer prioritairement vers des régions à vastes marchés de consommation, à forte productivité du travail, et à forte capacité de gestion, dotées d'infrastructures adéquates, etc. Cela signifie que l'investissement de capital tend généralement à se déplacer de régions riches vers d'autres régions riches où ces facteurs sont garantis. Il en résulte que 20 % de la population mondiale localisée dans les pays riches consomme 86 % de la production globale (Elliot et Brittain, 1998). C'est le développement inégal.

Le financement de la recherche/développement (R & D) revêt une importance particulière. La capacité d'innovation permet l'appropriation de surprofits. Il en résulte un cercle vicieux. Ces surprofits peuvent financer de nouveaux investissements de R & D, qui donneront d'autres surprofits, et ainsi de suite. Pour des entreprises capitalistes qui n'ont pas accès à une R & D de pointe, le cercle vicieux est bouclé. Des taux de profits inférieurs conduisent à des investissements de R & D inférieurs, qui limitent drastiquement en retour la possibilité d'appropriation des surprofits à venir. L'appropriation du surprofit par l'innovation technologique reproduit ainsi indéfiniment le développement inégal au sein de l'économie globale.

Bien d'autres déterminations du marché mondial renforcent cette loi du développement inégal, y compris le rapatriement des profits résultants des IDE dans les régions les plus pauvres, ou encore la fuite de capitaux opérée par les élites locales empressées d'échapper aux risques monétaires et de mettre à l'abri les fruits de la corruption, ou l'habileté des entreprises du Centre à exploiter la sous-traitance dans la Périphérie, la capacité des firmes à manipuler les prix des marchandises, la tendance des pays les plus pauvres à tomber dans la « trappe de la dette », etc. Plutôt que d'approfondir ces questions, je me contenterai de noter qu'au degré de concentration et de centralisation atteint par le capital, l'échelle même du développement inégal a

empiré, ainsi que l'indiquent les ratios suivants du revenu par tête entre les régions les plus riches et les plus pauvres de l'économie mondiale : 1820, 3 contre 1 ; 1913, 9 contre 1 ; 1950, 11 contre 1 ; 1973, 12 contre 1 ; 1992 : 16 contre 1 (Kim Moody, 1997).

Une tendance systématique aux crises de suraccumulation peut aussi résulter de l'appropriation des surprofits par le biais de l'innovation. La logique de la concurrence inter-capitaliste tend inévitablement à introduire de nouvelles firmes et entreprises plus productives. Mais les entreprises et les firmes existantes ne se retirent pas du jeu pour autant (Reuten, 1991 ; Brenner, 1998). Dans la mesure où leurs coûts en capital fixe sont déjà amortis, elles peuvent avoir avantage à encaisser le taux de profit moyen sur leur capital circulant. Lorsqu'éclate une crise de suraccumulation, les investissements antérieurs en capital fixe doivent être dévalués. Tout le système entre alors en convulsion, dans un effort désespéré pour transférer ailleurs les coûts de cette dévaluation. Le capital dans son ensemble cherche à transférer ces coûts sur le dos des travailleurs, par l'augmentation du chômage, la compression des salaires, et l'aggravation des conditions de travail. Le désordre et l'insécurité globale sont par conséquent accentués à leur tour. Le capital financier joue un rôle essentiel dans la résolution des crises de suraccumulation. Les profits temporairement oisifs, les fonds dépréciés, et l'épargne de précaution se déversent dans le secteur financier et sont alloués aux firmes bénéficiant des surprofits et d'un fort taux de croissance. Les crédits dont jouissent ces secteurs peuvent alors excéder de loin les fonds de réserve, de sorte, dit Marx, que le capital financier apparaît alors comme le principal levier de la surproduction et de la spéculation commerciale excessive.

La conclusion qui découle de ces tendances systémiques au développement inégal, aux crises de suraccumulation, et aux crises financières, est claire. Ni l'État, ni le marché mondial ne peuvent surmonter l'irrationalité intrinsèque et les antagonismes sociaux inscrits au cœur des rapports sociaux capitalistes. Cette situation ne sera pas résolue par une dérégulation accrue des flux de capital. Elle ne le sera pas davantage par la résurgence d'un nationalisme réactionnaire. La « nouvelle architecture financière internationale », invoquée par les cerveaux de la Banque mondiale, n'y parviendra pas non plus. Pas plus que la chimère d'un modèle social-démocrate globalisé. Seule une rupture révolutionnaire avec la logique immanente du capital peut résoudre cette tâche historique. C'est la seule conclusion que l'on puisse tirer d'une analyse sérieuse de la dialectique historique de la globalisation.

(Traduit de l'anglais par Samuel Liberman)

## Bibliographie

Arrighi, Giovanni (2000) : *The Long Twentieth Century*, Londres, Verso.

Brenner, Robert (1998) : « The Economics of Global Trubulence », *New Left Review*, n° 229.

Chomsky, Noam (1996) : *World Orders Old and New*, Nex York, Columbia.

Elliot, L, and Brittain, V., (1998) : « The Rich and Poor are Growing Further Apart », *Guardian Weekly*, Sept 2000.

Friedman, T. (2000) *The Lexus and the Olive Tree*, New York, Anchor.

Held, D., and al. (1999) : *Global Transformation*. Stanford.

Hirst P. and Thompson, G (1996) : *Globalization in Question*, Cambridge, Polity.

Kantor, R.M. (1995) : *World Class ; Thriving Locally in the Gobal Economy*, New York, Touchstone.

Moody, Kim (1997), *Workers in a Lean World*, New York, Verso.

World Bank (1992) : *Good Governance and Development*, Wahington, World Bank.

Wriston, W. (1992) : *The Twilight of Sovereignty*, New York, Scribners.

<sup>1</sup> Voir le compte rendu du livre d'Arrighi dans la rubrique « Lu d'ailleurs » du présent numéro de *ContreTemps*.